

Araştırma Makalesi

La Défense Populaire dans la Lutte Contre *Boko Haram* à l'Extrême-Nord-Cameroun: Le Processus de Démobilisation et de Réintégration, Socle du Développement

Salahaddine Oumarou*

(ORCID: 0000-0001-6510-2241)

Makale Gönderim Tarihi

27.12.2021

Makale Kabul Tarihi

12.03.2022

Atıf Bilgisi/Reference Information

Chicago: Oumarou, S., “La Défense Populaire dans la Lutte Contre Boko Haram à l'Extrême-Nord-Cameroun: Le Processus de Démobilisation et de Réintégration, Socle du Développement”, *Vakanüvis-Uluslararası Tarih Araştırmaları Dergisi*, 7/1 (Mart 2022): 351-375.

APA: Oumarou, S. (2022). La Défense Populaire dans la Lutte Contre Boko Haram à l'Extrême-Nord-Cameroun: Le Processus de Démobilisation et de Réintégration, Socle du Développement. *Vakanüvis-Uluslararası Tarih Araştırmaları Dergisi*, 7 (1), 351-375.

Résumé

Depuis l'éclatement de la guerre contre Boko Haram, les stratégies guerrières ne cessent d'être inventées par les acteurs locaux dans les zones touchées par cette crise. Ces subsidiaires de l'État qui joue le rôle de barragiste et d'éclaireur font face à plusieurs défis notamment: le manque de professionnalisme, des moyens adéquats et l'absence des textes juridiques. Familiariser avec le monde des insécurités, anticiper sur la démobilisation et la réintégration dans leurs communautés respectives est la question sur laquelle nous fonderons notre analyse, car ils risquent à la longue de se transformer en

* PhD Candidate, Université de Maroua, Cameroon, salahaddineeldiouf@yahoo.com.
Doktora Öğrencisi, Maroua Üniversitesi, Kamerun.

groupes de rébellion. Cet article vise à étudier le rôle de la défense populaire dans la lutte contre Boko Haram et envisage de montrer que la démobilisation et la réintégration de ces acteurs supplétifs de l'État est un système qui pourrait aboutir au développement local. Quelle est la pertinence de la défense populaire et en quoi la démobilisation et la réintégration pourront-elles être un facteur du développement après la crise Bokoharamiste ? Pour cela, nous avons utilisé les sources écrites, les sources orales et une observation participative. Le traitement de toutes ces sources a permis d'élaborer un plan qui se focalise sur trois axes d'abord, sur les contextes de naissance et la typologie de la défense populaire, ensuite, les stratégies de lutte mises en place et enfin, le processus de démobilisation et de la réintégration comme facteur du développement.

Mots clés : Menace asymétrique, stratégies sécuritaires, démobilisation, réintégration et développement.

Popular Defense in the Fight against Boko Haram in the Far North of Cameroon: The Process of Demobilization and Reintegration, the Basis of Development

Abstract

Since the outbreak of the war against Boko Haram, war strategies have continued to be invented by these local actors in the affected areas. These state subsidiaries who play the role of barrage and scout face several challenges including: the lack of professionalism, adequate resources and the absence of legal texts. Familiarize yourself with the world of insecurities, anticipate their demobilization and reintegration into their respective communities is the question on which we will base our analysis because in the long run they risk turning into a rebellion group. This article aims to study the role of popular defense in the fight against Boko Haram and to show that demobilization and reintegration is a system that can lead to local development. What is relevance of popular defense and in what way can demobilization and reintegration be a factor of development after the Bokoharamist crisis? For this, we used written sources, oral sources and participatory observation. The treatment of all these sources made it possible to develop a plan which focuses on three axes. First, on the context of birth and the typology, then the strategies of struggle put in place and finally, the process of demobilization and reintegration as a factor of development.

Keywords: asymmetric threat, security strategies, demobilization, reintegration and development

Introduction

L'histoire bascule parfois de façon imprévisible. Un coup de pistolet tiré sur un archiduc dans une ville balkanique, un avion argenté percutant la façade d'une tour dans un ciel sans nuages, ou bien un jeune marchand de quatre-saisons s'immolant par le feu dans une ville tunisienne, et voilà un monde familier qui plonge dans l'inconnu, un ordre qu'on croyait immuable qui disparaît, sans que personne ne parvienne à arrêter la précipitation des événements.¹ De ces évènements pitoyables, découle le terrorisme qui est un ensemble des actions qui portent atteintes à la vie ou à l'intégrité des personnes, enlèvements, séquestrations, vols, dégradations, explosions, détournements d'avions, recel et blanchiment d'argent. Ces actes terroristes ont quitté de l'Amérique jusqu'à atteindre l'Afrique en passant par l'Europe. En Afrique, on assiste à la naissance des mouvements terroristes tels que l'organisation de l'État Islamique ou Daech (EI), Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et la nébuleuse djihadiste *Boko Haram* (BH) dans le bassin du Lac Tchad.²

Depuis 2009, année d'émergence de *Boko Haram* sur la scène stratégique, la zone du Lac Tchad est devenue le théâtre d'affrontement entre adeptes du mouvement et armées assistées par la population. Entre sécheresse et inondations, les crises climatiques quasi cycliques charrient avec elles épizooties, épidémies et famine, l'assistance humanitaire s'opérant à la limite de l'atavisme. Entre conflits intercommunautaires, guerres civiles et criminalité, la violence sociopolitique et l'entrepreneuriat d'insécurité sapent fréquemment les mobilités sociales émergentes. C'est sur ces territoires structurellement meurtris depuis l'aube des indépendances que s'est abattue l'insurrection de *Boko Haram* dont les incidences humaines et

¹L. Barucq et al., 2017, *Le monde en 2035 vu par la CIA le paradoxe du progrès*, Éditions des Équateurs, ISBN : 978-2-84990-508-1, p. 1.

²Dasque Jean Michel, 2013, *La géopolitique du terrorisme*, Ellipses Edition Marketing S.A., 32, rue Bague 75740 Paris Cedex 15.

économiques ont plongé dans le désarroi des pans entiers de l'Extrême-Nord du Cameroun.³

Les agressions sans cesse de *Boko Haram* ont conduit à la somnolence des activités socio-économiques de cette région.⁴ L'on a enregistré des kidnappings, des atteintes aux vies humaines, des vols de bétail charriés plus récemment par des attaques et attentats kamikazes. À cela s'ajoute une multiplication des affrontements entre les membres de *Boko Haram* et les forces de défense nigériennes, camerounaises, tchadiennes et nigériennes dans les zones frontalières et même sur les îles du Lac Tchad.⁵ Devenue une menace globale qui nécessite une riposte « *glocale* », les groupes communautaires de sécurité se sont organisés pour mieux affronter ces nouveaux défis sécuritaires.⁶

La recrudescence de la menace a donc poussé les groupes communautaires de sécurité (comités de vigilance, auto-défenses et milices traditionnelles) à s'organiser en défense populaire pour endiguer la menace. L'imbrication de la défense populaire explique la complexité de la crise de stabilité que traverse le bassin tchadien depuis quelques décennies. Cependant, quelle est la politique d'encadrement sécuritaire mise en place par les forces civiles mixtes? Comment est-ce que la démobilisation et la réintégration peut être un facteur du développement? Cet article vise donc à étudier les mécanismes et les stratégies mises en place par les forces supplétives pour lutter contre *Boko Haram* d'une part, et de montrer que le processus de démobilisation et de réintégration est un facteur propice pour le développement d'autre part.

La descente sur le terrain pour la collecte des données a mobilisé les sources orales, les sources écrites et une observation participative. En

³ Saibou Issa, 2016, « Résurgence de la question musulmane dans le bassin tchadien », in *les musulmans, l'école et l'État dans le bassin du lac Tchad*, p. 7.

⁴ *Ibid.*

⁵ A. Sambo, 2017, « La cohérence des coalitions interrégionales pour lutter contre le terrorisme en Afrique subsaharienne : cas de la Force multinationale mixte de la CBLT contre la secte Boko Haram », *Afrique et développement*, Volume XLII, N°3, p. 1.

⁶ Salahaddine Oumarou, 2022, « La défense populaire au Nord-Cameroun : Enjeux, modes opératoires et impacts sécuritaires 1962 à 2018 », Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Maroua en cours d'expertise.

effet, les sources orales sont les résultats des enquêtes menées dans le mont mandara (Mayo Sava « Blabline, Kolofata, Kossa, Amchidé, Mémé, Mora et Oudjilla », Mayo Tsanaga « Koza, Mokolo, Tourou, Mayo Moskota et Roua ») et dans le Diamaré (Petté, Maroua et Bogo) où plusieurs personnes ont été interviewées. Ces personnes étaient les groupes d'auto-défense, les comités locaux de vigilance, la population locale et les autorités traditionnelles. Les sources écrites ont été consultées dans le centre de documentation de l'École Normale Supérieure de Maroua à l'Université de Maroua, dans le centre d'archives et au niveau de la légion de la gendarmerie de l'Extrême-Nord, des brigades et au niveau des commissariats de sécurité publique. À ces sources, s'ajoute une observation directe.

Concernant l'analyse et l'interprétation des données empiriques, nous avons utilisé la méthode synchronique et celle diachronique. L'approche synchronique a consisté à organiser les informations collectées en centres d'intérêts. Ce qui a tout à fait facilité la compréhension, l'explication et l'interprétation des faits. L'approche diachronique a permis de situer chaque fait dans le temps et dans le contexte afin de dégager les mécanismes de gestion de sécurité au niveau local et de montrer que la démobilisation et la réinsertion comme un outil du développement. Le texte est organisé en trois axes. D'abord, il présente le contexte de naissance et la typologie de la défense populaire avant et pendant la crise liée à *Boko Haram*, ensuite, les mécanismes guerriers de lutte contre ce mouvement terroriste et enfin, ce travail soulève la problématique de la démobilisation et de la réintégration comme socle du développement.

Contexte de naissance et typologie de la défense populaire

Les conjonctures sécuritaires ayant conduit à l'avènement de la défense populaire sont nombreuses et variées. En effet, parler de la défense populaire dans l'implémentation de la sécurité durant la période de lutte contre l'extrémisme violent, revient à présenter le contexte de naissance de cette défense stratégique au Cameroun tout en déclinant sa typologie.

Origine de la défense populaire

On entend par défense populaire, c'est le fait que la population décide de prendre en charge sa sécurité et sa défense lors d'une situation menaçante. Selon la constitution camerounaise, la défense populaire se définit comme la participation du peuple tout entier à l'effort de la défense en vue de s'opposer par tous les moyens à l'invasion du sanctuaire national comme le prévoit le préambule de la loi constitutionnelle de 1996.⁷ Saibou Issa dans sa dimension du grand maître et spécialiste du domaine de la sécurité, définit la défense populaire comme un regroupement des individus dans le but de façonner leur propre défense et de fournir des renseignements à l'État afin de concevoir la sécurité. Il les appelle les forces subsidiaires, les forces supplétives ou les forces palliatives de l'État.⁸

Ouba Abdoul-Bâgui à son tour définit la défense populaire comme une force participative de la population (comités de vigilance, groupes d'auto-défense, milices de l'autorité traditionnelle et la police municipale, veilleurs de nuits et population)⁹ avec pour finalité la construction de l'édifice sécuritaire de l'État. Dans ce travail, elle est aussi appelée la défense stratégique.

La notion de la défense populaire au Cameroun remonte à l'instruction interministérielle de 1962, portant création, organisation et fonctionnement des auto-défenses dans le but de combattre la rébellion upeciste.¹⁰ Cette conjoncture de lutte contre l'expansion de la rébellion a donné du poids à la défense populaire. Après avoir exterminé la rébellion en 1966, ces acteurs stratégiques fonctionnaient, mais ne se matérialisaient pas comme avant. En 1984, précisément le 06 avril, le président camerounais Paul Biya va essayer un coup d'État grâce à l'effort des collaborateurs restés fidèles. Il (le président) ordonne au général Pierre Sémengué la redynamisation des comités locaux de vigilance pour traquer les responsables du putsch manqué.¹¹ Ceux-ci ont joué et continu de jouer un rôle important dans la collecte des

⁷ Constitution camerounaise du 18 janvier 1996.

⁸ Les termes utilisés lors des différents échanges.

⁹ Lors de la conférence sur la prise d'otages dans l'espace Cameroun-RCA-Tchad, présenté à CERPSI de l'ENS de Maroua, le 11 mars 2019.

¹⁰ Salahaddine Oumarou, 2022, p. 7.

¹¹ Entretien avec un informateur qui a requis l'anonymat.

renseignements. C'est ainsi que l'État par l'entremise des comités de renseignements va pourchasser 1053 personnes.¹² La recrudescence de l'insécurité rurale au Nord-Cameroun, notamment avec les actes de Boukar Batinda, de Moussa Birim Birim et Assoulaye, l'autorité administrative met un point sur l'engagement des chefs traditionnels dans la lutte contre ces fléaux où l'on assiste en 1977 la mise en place des chefferies traditionnelles qui, eux aussi se doteront plus tard des milices.¹³

En 1990, période marquée non seulement par l'avènement de multipartisme, mais aussi par le phénomène de ville morte a vu la confluence des malfaiteurs. Cette période est marquée par la multiplication des actes de pillages et de banditisme. Pour maintenir la sécurité et la défense, l'État a décidé de la réactivation de la politique dite défense populaire. Depuis ces décennies, les forces supplétives fonctionnent entre rupture et continuité.

Après une période de paix précaire, marqué par les phénomènes de bandit de grand chemin¹⁴ la défense populaire a été redynamisée pour combattre les hors la loi. En 2014, avec les premiers attentats de *Boko Haram* sur le sol camerounais, l'État a donné une instruction ferme aux chefs traditionnels de créer pour les uns et de redynamiser pour les autres les comités locaux de vigilance.¹⁵ Ces comités de vigilance avaient pour principale mission de donner les renseignements prévisionnels aux forces de défense et de sécurité afin d'éviter l'invasion par surprise de groupe *Boko Haram*.

En bref, les recherches effectuées sur le terrain ont permis de montrer que la défense populaire a connu quatre périodes d'évolution notamment : la période postindépendance marquée par la répression de la rébellion upeciste, durant les années de braise en 1991 marquée par les villes mortes, à la montée exponentielle de la criminalité urbaine

¹² Pigeaud, Fanny, 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Éditions Karthala, boulevard Arago 75013, Paris, p. 37.

¹³ Décret du 15 juillet 1977, qui reconnaît les degrés hiérarchisés des chefferies traditionnelles actuelles (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degrés).

¹⁴ Saïbou Issa., 2004, « L'embuscade sur les routes des abords Sud du Lac Tchad », *Politique africaine*, /2 N°94, DOI : 10.3917/polaf.094.0082.

¹⁵ Entretien avec Cavayé Jean, Maroua, 13 mai 2020.

et rurale en 2008 et avec l'irruption du mouvement *Boko Haram* en 2014. En 59 ans (1962-2021) d'existence, ces acteurs palliatifs de l'État ont fait un travail qui mérite d'être apprécié malgré les limites dont ils sont reprochés (la passivité, la complicité et les dénonciations calomnieuses). Avec la montée de *Boko Haram* sur l'espace camerounais, plusieurs acteurs se sont démarqués pour l'empêcher de faire son lit dans cet îlot de paix.

Les différents acteurs impliqués dans la lutte contre *Boko Haram*

Étant donné que l'objet de l'étude est de montrer la démobilisation et la réintégration comme socle du développement au niveau « *glocal* », il faut tout d'abord identifier les acteurs impliqués dans cette lutte avant de penser à l'objet de l'étude.

De la régionalisation des attaques sont nés des enjeux nouveaux en termes de coopération sécuritaire¹⁶, c'est ainsi qu'on parle de la sécurité partagée ou de la triangularisation de la sécurité entre acteurs étatiques, forces multinationales mixtes et groupes communautaires de sécurité. De ce fait, plusieurs acteurs ont émergé et se sont mis aux côtés de l'État pour l'implémentation de la sécurité au niveau local. Ces acteurs palliatifs sont les groupes d'auto-défense, les comités locaux de vigilance, les chefs traditionnels et la population locale.

Quand on parle des auto-défenses, on fait allusion à une formation civile assurant spontanément et bénévolement la protection des personnes et des biens d'un village, d'un regroupement rural ou d'un quartier urbain contre l'action des hors-la-loi.¹⁷ Ceux-ci jouent le rôle d'avant-garde ou de protection lors d'une descente sur le terrain.¹⁸ Ils sont constitués des chasseurs aguerris, des bouviers, des anciens coupeurs de routes reconvertis et de la population locale.¹⁹ Pour se défendre sur le terrain, ceux-ci utilisent les armes blanches telles que les flèches, les arcs, les couteaux, les sifflets ainsi que des fusils de

¹⁶ Saibou Issa, 2016, p. 7.

¹⁷ Salahaddine Oumarou, 2022, p. 17.

¹⁸ Entretien avec Kamba Jean, Mora, 26 novembre 2018.

¹⁹ Entretien avec un informateur qui a requis l'anonymat.

fabrication artisanale.²⁰Dans ce groupe de sécurité, d'autres personnes jouent le rôle de comité de vigilance.

Le couple comité de vigilance est un ensemble de structures locales constituées des personnes aguerries utilisant les armes blanches pour la surveillance, les renseignements et la sécurisation des quartiers ou des villages.²¹Selon les normes de la défense, les comités de vigilance sont spécialisés uniquement dans la quête du renseignement prévisionnel. Durant la guerre contre *Boko Haram*, on a vu se constituer deux catégories de comité de vigilance. Le premier est un comité standard que tout le monde connaît et le second est un comité secret au sein duquel on trouve des médecins, des vendeuses du charme, des *bensikineurs* et des réceptionnistes dans les bars et hôtels.²²

Certains individus jouent le rôle de comité secret de vigilance. En effet, ces agents du renseignement attachés au service ou à la cour des autorités traditionnelles frontalières surveillent davantage les activités et les mouvements des personnes et des biens²³ et agissent rapidement. Si la situation devient compliquée, le comité standard de vigilance emboîte les pas aux auto-défenses sur le terrain afin d'implémenter la sécurité et la défense. Ces comités utilisent uniquement les armes blanches pour la protection. Les données empiriques nous permettent de faire la différence entre auto-défenses et comités de vigilance.

Parlant de cette différence, elle se situe à trois niveaux. D'abord sur la création, ensuite sur les armes utilisées et enfin au niveau des stratégies sécuritaires. En effet, les groupes d'auto-défense sont créés par les chefs traditionnels et encadrés par l'État, par contre les comités de vigilance sont mis en place par l'État et encadrés par les chefs traditionnels. Sur la deuxième tendance de cette différence, l'auto-défense est souvent constituée d'une équipe de plusieurs personnes et utilise les armes traditionnelles et les fusils artisanaux. Les comités de vigilance quant à eux n'utilisent que les armes blanches raison pour laquelle, ils sont surnommés dans ce travail les « *casques blancs* ». La

²⁰Entretien avec Babarai Ahmadou, Maroua, 18 mai 2020.

²¹Entretien avec Oumarou Dandi, Maroua, 22 avril 2018.

²²Entretien avec un informateur qui a requis l'anonymat.

²³Zanna Oumar, 2014, p. 144

dernière différencieréside au niveau stratégique. Si pour les auto-défenses la protection, le bouclage et la patrouille sont les termes clés, le renseignement est la mission principale pour les comités de vigilance. Quoi qu'on dise de cette différence, le point de convergence de ces deux acteurs est la défense et la sécurité du sanctuaire national.

Les acteurs de la sécurité au niveau local sont assistés par une sorte de milice traditionnelle.²⁴Cette milice traditionnelle se constitue des hommes armés des arcs et flèches et de cavalerie pour faire la patrouille journalière. Étant donné que le chef joue le rôle de l'auxiliaire de l'administration, il est de même le garant de la sécurité au niveau local. C'est-à-dire, il peut décider d'organiser une patrouille mixte accompagnée des comités locaux de vigilance, des auto-défenses et de sa milice. Cependant, quelles sont les stratégies utilisées par ces acteurs pour lutter contre les affidés de *Boko Haram*.

Les stratégies des subsidiaires de l'État face à *Boko Haram*

Depuis l'irruption de *Boko Haram* en 2009 dans le bassin du Lac Tchad et précisément en 2014 avec les premières exactions au Cameroun, le gouvernement s'est montré infailible dans cette lutte avec courage et abnégation des acteurs locaux de la sécurité. Ces forces palliatives mixtes se sont illustrées avec des vives réactions face à cette insécurité qui perdure.

Le renseignement par immersion

On entend par renseignement, l'« ensemble des activités visant à rechercher et à exploiter les informations au profit d'un État et de ses forces armées. Il est exécuté aux niveaux stratégiques, opératif et tactique, dans les domaines les plus variés ». ²⁵ Ici, si on parle du renseignement par immersion, c'est une action par laquelle les comités de vigilance s'infiltrèrent dans les communautés pour collecter les informations. Puisque à la base c'est sont les Kanuri²⁶ qui sont fortement incriminés dans cette nébuleuse et que pour avoir les informations afin

²⁴Saibou Issa et al., 2019, *Lexique des termes communs de CVE et DDR en usage dans le bassin du Lac Tchad*, p. 50.

²⁵A. Deprau, 2017, Renseignement public et sécurité nationale, Thèse de Doctorat en Droit, Université Paris II panthéon-Assas, (France), p. 26.

²⁶ Une ethnie dominante dans le bassin du lac Tchad, l'empire du Kanem Bornou.

de la radicalisation, la population utilise le facteur culturel qu'est la langue commune tout en s'infiltrant. D'où on peut dire que les facteurs linguistiques a joué un rôle important dans la lutte contre l'extrémisme violent. À titre illustratif, en novembre 2014, grâce aux renseignements par immersion, les comités de vigilance de Kousseri ont pu identifier sept sujets camerounais ayant rejoint *Boko Haram* dans la localité de Goulfey.²⁷

Toujours dans la zone de Goulfey, département du Logone et Chari, la population s'est mobilisée pour dire non aux atrocités de ce mouvement terroriste d'origine obscure. En effet, la plupart des populations des zones touchées par ces attaques et attentats, s'infiltrèrent à travers le renseignement pour aider les forces de défense et de sécurité à concevoir la sécurité au niveau local. Cette population grâce à leur familiarité avec la langue locale, joue un rôle fondamental dans l'infiltration de l'ennemie. De ce fait, suite à l'entrisme d'un élément de comité du renseignement, la gendarmerie nationale du Logone et Chari a pu mettre la main sur deux individus nommés Alhadji Mahamat Kotoko et Bana Mahamat Mustafa Kanuri pour une affaire leurs impliquant dans l'attaque du poste de Sûreté Nationale de Goulfey.²⁸ De ces deux exemples, on se rend compte que les facteurs culturels ont un apport dans la lutte contre l'expansion de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. D'autres acteurs de la sécurité au niveau local ont joué le rôle de barragiste, c'est-à-dire d'avant-garde.

De la collaboration à la protection

La défense populaire joue le rôle d'avant-garde des forces de défense et de sécurité et de protecteur de la population dans les zones touchées par les sempiternelles exactions des adeptes de Shekau. En effet, une fois sur le terrain, maîtrisant les lieux lors des patrouilles, les acteurs locaux de sécurité sont placés devant pour guider les forces de défense et de sécurité. Puisque la patrouille a été l'un de modes opératoires des auto-défenses dans la lutte contre les attaques et les

²⁷Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement du novembre 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, légion de l'Extrême-Nord, Compagnie du Diamaré.

²⁸ Entretien avec Adamou François, Kourgui, 26 novembre 2018.

attentats de la nébuleuse *Bokoharamiste*. Étant constitués des chasseurs aguerris, ils participent aux patrouilles militaires et jouent le rôle d'éclaireur. Pour la plupart des cas, ils sont devant, et l'armée derrière.²⁹ Dans le village de Mabass département de Mayo Tsanaga, ils ont activement pris part à la bataille du 21 septembre 2015. Ceux-ci ont repoussé une vingtaine d'assaillants et ont tués quatre membres du mouvement *Boko Haram*. Perchés sur des monts, ils signalent à l'armée tous les mouvements des groupes qui avancent vers les villages.³⁰ De même, ils interviennent dans la gestion des réfugiés et des personnes déplacées en organisant une fouille systématique des bagages à l'entrée de leur camp.³¹

S'agissant de la surveillance, les barragistes (les auto-défenses) se matérialisent physiquement sur les routes menant vers les zones frontalières par une barrière. Cette surveillance ne se limite pas seulement au niveau de la route, mais aussi au niveau des mosquées, des églises, des écoles et des marchés. À l'entrée des différents espaces publics, ils font un contrôle strict. Dans le but d'aider l'État, ces acteurs de sécurité surveillent les lieux de regroupement tels les lieux de cérémonie (mariage, baptême ou regroupement d'association). Cette surveillance est accompagnée d'une fouille minutieuse aux détecteurs des métaux.

Les groupes d'auto-défense, dès leur mise en place dans le département de Mayo-Sava ont produit un résultat qui mérite d'être apprécié. En ce sens où ils ont maîtrisé et arrêté plus d'une quarantaine des kamikazes grâce aux barrières érigées sur les pistes. En guise d'exemple, c'était en mai 2014 vers 15h dans la localité de Mémé, où les auto-défenses ont interpellé et conduit à la chefferie de la localité le nommé Ibrahim Mahamat, Moustafa Oumaté et Ousman Boukar en possession de 23 bœufs arrachés au Nigeria.³² Toujours dans le cadre

²⁹ Entretien avec Mahamat Boukar, Mora, 28 novembre 2018.

³⁰ Bayegued Hamadou *et al.*, 2015, « Société civile et question de sécurité au Cameroun 1990-2014 : cas de la région de l'Extrême Nord », Mémoire de DIPES II en Histoire, École Normale Supérieure de Maroua/Université de Maroua (Cameroun), pp. 126-127.

³¹ Entretien avec Oumar Salomon, Mokolo, 06 janvier 2019.

³² Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement de mai 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, légion de l'Extrême-Nord, Brigade de Mora.

de la surveillance, dans l'arrondissement de Kolofata département de Mayo-Sava région de l'Extrême-Nord, en mars 2014 vers environ 10h, deux individus non identifiés ont arraché une moto au marché de Kouyapé-Kolofata, mais malheureusement les malfaiteurs ont fait face à la résistance des barragistes au niveau de Tolakachi avant de prendre la fuite.³³

Quoi qu'on dise de ces *casques blancs*, qu'ils font dans la surveillance ou dans la patrouille, « ces marrons du feu », comme le dit Midjiyawa Bakary le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord³⁴, assistent les forces régulières de temps à autres après le renseignement fourni, aux bouclages des zones chaudes. En février 2013, dans le Mayo-Sava, précisément dans la localité d'Amchidé, au quartier Boumari, a eu lieu un bouclage regroupant les éléments de la gendarmerie, de la Sûreté Nationale, des autorités administratives et traditionnelles, des auto-défenses communautaires et des comités locaux de vigilance. Ceci a permis d'interpeller 160 personnes, dont 74 nigériens, 5 nigériens mis à la disposition du commissariat spécial d'Amchidé, 16 tchadiens laissés aux représentants de la colonie tchadienne, 55 camerounais libérés après présentation de la CNI et 15 motos saisies.³⁵ Ce bouclage a duré presque une demi-journée et a permis aux forces de défense et de sécurité de prendre au sérieux les informations des comités de vigilance en temps réel. Outre le bouclage, certains acteurs de sécurité à l'instar des *Danbanga* et des *Mitchingaré* utilisent le blindage comme arme de protection.

En bref, on peut conclure en disant que la défense populaire a joué un rôle important dans la lutte contre *Boko Haram* notamment avec le renseignement par immersion, le guidage, la protection et le bouclage. Ces acteurs paléatifs familiarisés avec le monde des insécurités risquent de se retourner contre l'État une fois la crise atténuée, si le désarmement, la démobilisation et la réintégration ne sont pas

³³Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement de mars 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, légion de l'Extrême-Nord, Brigade de Kolofata.

³⁴Termes utilisés par le gouverneur de l'Extrême-Nord pour désigner les acteurs locaux de sécurité.

³⁵Archives Non Classées, synthèse annuelle du renseignement 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, Légion de l'Extrême-Nord.

anticipées. Par ailleurs, il faut anticiper sur la question de la démobilisation et de la réintégration, que si l'État se donne pourrait être un facteur du développement.

La démobilisation et la réintégration : un facteur du développement local

Le processus de démobilisation et de réintégration passe par une certaine autonomisation des acteurs récemment impliqués dans la lutte contre l'extrémisme violent, de peur de soulèvement et un risque de rébellion. Cette autonomisation doit passer par certaines mesures qui sont : la création des ateliers et le financement des projets pour soutenir les groupes d'auto-défense engagés dans la lutte soit en agriculture soit en élevage.

La création des Activités Génératrices des Revenus (AGR)

Suite au décret du chef de l'État du 30 novembre 2018 fixant la création d'un Centre National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR), il faut anticiper sur l'effectivité de sa mise en œuvre avant que le pire de la Siéra Léone, du Soudan du Sud et de la région du Teso en Ouganda ne nous rattrape dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun victime de tous les maux.³⁶

Bien que le Comité National de Désarmement, de Démobilisation, et de Réintégration (CNDDR) est un projet qui a la base avait pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de *Boko Haram* disposés à déposer les armes, il ne faut pas perdre de vue pour le cas des acteurs de la défense stratégique. Puisque ceux-ci ont tout donné pour combattre au côté de l'armée contre ce groupe terroriste. Étant donné que ces acteurs ont appris à jouer le rôle d'un espion, d'un service de renseignement ou à manipuler les armes locales. À long terme, la défense populaire ne constitue-t-elle pas un danger pour la communauté (group des rebelles ou bandits armés) si ces acteurs ne sont pas démobilisés et réintégrés dans leur vie d'avant ?

³⁶Rapport International Crisis Group, 2017, Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, N°251.

Ayant pour centre à Mora, département de Mayo-Sava, il faut mettre en place plusieurs ateliers qui vont permettre à ces personnes engagées de rentrer dans la société tout en bénéficiant d'une formation de qualité. Ces ateliers doivent les former en couture, en soudure, en mécanique et en menuiserie pour ceux qui n'ont pas un niveau scolaire élevé. Pour ceux ayant un niveau d'étude moyen, il faut mettre un accent sur la formation en secrétariat bureautique par exemple. Ces différents ateliers s'occuperont de les former pour une durée allant de huit (08) mois à (01) un an dans un domaine précis afin de faciliter la réintégration et l'autonomisation de ces acteurs. Puisqu'à la base, ces personnes se débrouillaient avec la vie et ont laissé leurs occupations pour se consacrer à la sécurité au niveau local. De près, il faut un psychologue pour les suivre chaque mois sur l'aspect de la santé mentale.³⁷ Selon les informations collectées sur le terrain, pour la plus part des personnes côtoyées, ils souhaitent qu'après la crise *Boko Haram*, l'État leur procure de la formation, si possible quelques ateliers de commerce qui sera sous la coordination du Sous-Préfet et du Préfet afin d'avoir quelques choses de revenu.

La formation des ex-acteurs de la défense populaire, surtout les jeunes qui font partie des comités dans les différents métiers pourra non seulement mettre sur le marché de l'emploi des individus compétents, mais aussi ceci permettra de réduire le chômage et surtout une réintégration facile de ces acteurs gage du développement dans le but d'éviter le retournement contre l'État. Si ces personnes sont négligées, elles vont empiéter le modèle des autres pays, ou les acteurs de la sécurité négligés et non récompensés par l'État sont devenus des milices armées qui charrient le désordre.

Pour le cas de ces ateliers, il faut mettre en place dix ateliers de formation par secteur avec huit machines par atelier. Pour cela, il faut établir un chronogramme de rotation par atelier et par jour, ou chaque individu puisse apprendre tous ces métiers. Après des mois de formation, les ONG, les associations locales et l'État doivent créer dans les quartiers des ateliers de couture, de soudure pour pouvoir permettre à ces personnes de s'auto-employer. Pour ceux qui vont suivre la formation en informatique, l'État doit les accompagner en

³⁷ Entretien avec Ousmanou Abdou, Maroua, 12 décembre 2021.

leurs ouvrant des secrétariatsbureautiques ou ils verseront les taxes jusqu'à devenir propriétaire.³⁸

Pour éviterle divorceentre les acteurs locaux de sécurité et l'État, il faut insérer les plus jeunes et les plus aptesdans le corps de la police municipale et dans les sociétés de gardiennage.³⁹ Pour le cas des personnes ayant subi une formation en mécanique,il faut les insérer dans les garages automobiles ou motos des quartiers.⁴⁰ Pour les diplômés, l'État doit les encourager à intégrer l'armée au cas où'ils ont une bonne moralité et sont aptes.⁴¹

Si cette démobilisation est respectée, la réintégration de ces acteurs sera facile. Puisqu'à la base, c'est le chômage et l'abandon de l'État qui pousse cette population à se rebeller. Les subventions ou les primes que l'État leurs octroient devraient etre des formations pour l'autonomisation dans le domaine de l'agriculture, de la pisciculture et de l'élevage.⁴²

Le financement des projets agropastraux

Les projets sur l'agriculture et sur l'élevage sont des projets porteurs d'avenir non seulement pour la jeunesse camerounaise, mais aussi pour le peuple africain. Le président de la république camerounais Paul Biya lors de ces nombreux discours n'a pas cessé de rappeler que la terre ne trahit pas. Parlant du financement des projets agropastoraux, il faut encourager ces paysans qui ont laissé leur famille et occupation pour aller combattre aux côtés des forces de défense et de sécurité afin de parerla menace sécuritaire. En effet, cet encouragement viendra de la part de l'État, des secteurs privés et des ONG qui accompagnent l'État du Cameroun dans les projets d'urgence et de développement. Pour le cas des agriculteurs, l'État doit leur donner la semence, les engrais et si possible les tracteurs.⁴³ Ceci permettra de renaitre l'espoir à ces pères

³⁸ Entretien avec Ousmanou Abdou, Maroua, 12 décembre 2021.

³⁹ Entretien avec Ousmanou Abdou, Maroua, 12 décembre 2021

⁴⁰ Entretien avec Alim, Maroua, 17 septembre 2021.

⁴¹ Entretien avec Ousmanou Abdou, Maroua, 12 décembre 2021.

⁴² Entretien avec Blaise Yakoubou, Maroua 11 septembre 2021.

⁴³ Entretien avec Jean Jacques Gracias, Maroua, 04 septembre 2021.

de familles. À la base, ils étaient pour la plus part des cultivateurs, il faut les donner par tous les moyens de quoi recommencer avec les activités.

Si l'État les donne des produits, il doit prélever comme le fait la Sodecoton après chaque récolte. Cela pourra leur éviter de sombrer dans la délinquance. Il peut les encourager dans la culture locale telle que : la culture destomates, d'oignons, de la canne à sucre, de l'ail et bien d'autres.⁴⁴ Si possible implanter dans la zone de mont mandara une usine de transformation de tomate, une boulangerie et une carrière de concassage des moellons ou ces personnes seront employées par rotation. Il faut augmenter les magasins de stockage des oignons pour aider les paysans à économiser leur récolte.

Pour le cas des personnes désirant investir dans l'activité pastorale, l'État doit leurs encourager dans l'élevage bovins, ovins, caprins et bien d'autres.⁴⁵ Ceci pour le simple fait que même la vente du lait pourrait leurs aider à se relever économiquement.⁴⁶ Dans ce cas, l'État doit donner aux acteurs locaux de la sécurité, des produits vétérinaires pour les accompagner, si nécessaire les donner un fond de commencement. Si ces mesures sont respectées par l'État et les ONG alors la réintégration de ceux-ci dans la communauté d'origine sera chose facile. Au cas contraire, si ces acteurs sont négligés à l'exemple des forces paramilitaires de la Sierra Leone, du Soudan du Sud et bien d'autres n'ont qu'à nous édifier avant que le pire ne s'installe à l'Extrême-Nord ou la population est meurtrie par la sécheresse, la pauvreté, les inondations et les conflits interethniques.

Conclusion

En somme, il était question pour nous dans ce travail de parler de la défense populaire dans la lutte contre *Boko Haram* et de montrer en quoi la démobilisation et la réintégration constituent le socle du développement après la crise sécuritaire. Après une observation directe, plusieurs acteurs sont impliqués dans la gestion de l'insécurité à savoir les groupes d'auto-défense, les comités de vigilance, la milice traditionnelle et la population locale. Ces acteurs ont utilisé des

⁴⁴ Entretien avec Ibrahim Idriss, Mokolo, 06 novembre 2021.

⁴⁵ Entretien avec Abdoul Kader, Maroua, 06 août 2021.

⁴⁶ Entretien avec Ousmanou Abdou, Maroua, 12 décembre 2021.

nombreuses stratégies qui vont du renseignement par immersion au guidage en passant par la protection. Cette défense populaire a permis à l'armée d'éviter des nombreuses attaques et attentats terroristes. Une fois que la crise s'amointrie, il faut les démobiliser vers le camp et les former pour une réintégration sociale facile. Pour cela, l'État doit donner une formation en couture, en soudure, en mécanique et en menuiserie et encourager les acteurs locaux dans les projets agropastoraux.

Quoi que l'on dise des forces populaires de sécurité, qu'elles sont un couteau à double tranchant, la défense stratégique assistée les forces de défense et de sécurité à atténuer la crise sécuritaire de *Boko Haram*. Pour une démobilisation réussit, il faut un appui des leaders sociaux permettant de rentrer dans leurs communautés d'origine. Selon une analyse du lieutenant Dairou Abba de la Légion de gendarmerie de l'Extrême-Nord pendant que l'État est entrain de combattre l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord, une autre brèche de l'insécurité s'ouvre dans le milieu urbain. La mobilité criminelle au centre urbain favorise le recrutement massif des jeunes délinquants et le retour aux cambriolages à main armées dans les villes septentrionales. Surtout avec le désengorgement du milieu carcéral suite à la crise sanitaire du Covid 19. Bien plus, il faut noter que si avant les acteurs de la sécurité étaient mobilisés pour encadrer la crise sécuritaire, il faut penser à cette crise d'encadrement sécuritaire qui prend de l'ampleur dans la région surtout avec la récurrence de la vindicte populaire et la résurgence des conflits ethniques.

Sources et Bibliographie

Liste des informateurs

| N° | Nom et prénom | Âge | Sexe | Profession | Date et lieu d'entretien |
|----|-----------------|--------|------|-------------------|--------------------------|
| 1 | Abdoul Kader | 30 ans | M | Vétérinaire | Maroua, 06/05/2021 |
| 2 | Adamou François | 39 ans | M | Chef traditionnel | Kourgui, 26/11/2018 |
| 3 | Alim | 39 ans | M | Président ONG EFA | Maroua, 17/09/21 |

| | | | | | |
|----|----------------------|--------|---|--|--------------------|
| 4 | Babaraï Ahmadou | 53 ans | M | Chef traditionnel | Maroua, 18/05/2020 |
| 5 | Blaise Yakoubou | 31 ans | M | Chef de projet protection des enfants à l'ONG ALDEPA | Maroua 11/09/2021 |
| 6 | Cavayé Jean | 38 ans | M | Responsable des CV de Maroua | Maroua, 13/05/2020 |
| 7 | Ibrahim Idriss | 25 ans | M | Employé Public Concern | Mokolo, 06/11/2021 |
| 8 | Jean Jacques Gracias | // | M | Cadre contractuel d'agriculture | Maroua, 04/09/2021 |
| 9 | Kamba Jean | 28 ans | M | Auto-défense | Mora, 26/11/2018 |
| 10 | Mahamat Boukar | 29 ans | M | comité de vigilance | Mora, 28/11/2018 |
| 11 | Oumar Salomon | 29 ans | M | ADC | Mokolo, 06/01/2019 |
| 12 | Oumarou Dandi | 50 ans | M | Chauffeur | Maroua, 22/04/2018 |
| 13 | Ousmanou Abdou | 34 ans | M | Superviseur projet protection des enfants à l'ONG ALDEPA | Maroua, 12/12/2021 |

Sources d'archives

Archives Non Classées, synthèse annuelle du renseignement 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, Légion de l'Extrême-Nord.

Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement de mai 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, Légion de l'Extrême-Nord, Brigade de Mora.

Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement de mars 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, Légion de l'Extrême-Nord, de la Brigade de Kolofata.

Archives Non Classées, synthèse mensuelle du renseignement du novembre 2014 de la gendarmerie nationale de la troisième région, légion de l'Extrême-Nord, compagnie du Diamaré.

Décret du 15 juillet 1977, qui reconnaît les degrés hiérarchisés des chefferies traditionnelles actuelles (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degrés).

Rapport International Crisis Group, 2017, une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, N°251.

Références bibliographiques

Ouvrages

Barucq Laurentet *al.*, 2017, *Le monde en 2035 vu par la CIA le paradoxe du progrès*, Éditions des Équateurs, ISBN : 978-2-84990-508-1.

Constitution camerounaise du 18 janvier 1996.

Dasque Jean Michel, 2013, *La géopolitique du terrorisme*, Ellipses Edition Marketing S.A., 32, rue Bague 75740 Paris Cedex 15.

Pigeaud, Fanny, 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Éditions Karthala, boulevard Arago 75013, Paris.

Saibou Issa *et al.*, 2019, *Lexique des termes communs de CVE et DDR en usage dans le bassin du Lac Tchad*.

Articles de revue et chapitres d'ouvrage

Saibou Issa, 2004, Saibou Issa., 2004, « L'embuscade sur les routes des abords Sud du Lac Tchad », *Politique africaine*, /2 N°94, DOI : 10.3917/polaf.094.0082, pp. 82-104.

Saibou Issa, 2016, « Résurgence de la question musulmane dans le bassin tchadien », in *les musulmans, l'école et l'État dans le bassin du lac Tchad*, pp. 7-19.

Sambo Armel, 2017, « La cohérence des coalitions interrégionales pour lutter contre le terrorisme en Afrique subsaharienne : cas de la Force multinationale mixte de la CBLT contre la secte Boko Haram », *Afrique et développement*, Volume XLII, N°3, pp. 137-155.

Mémoires et Thèses

Bayegued Hamadou *et al.*, 2015, « Société civile et question de sécurité au Cameroun 1990-2014 : cas de la région de l'Extrême Nord », Mémoire de DIPES II en Histoire, École Normale Supérieure de Maroua/Université de Maroua (Cameroun).

Deprau Alexis., 2017, Renseignement public et sécurité nationale, Thèse de Doctorat en Droit, Université paris II panthéon-Assas, (France).

Salahaddine Oumarou, 2022, « La défense populaire au Nord-Cameroun : Enjeux, modes opératoires et impacts sécuritaires 1962 à 2018 », Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Maroua en cours d'expertise.

Zanna Oumar, 2014, « Action des chefferies traditionnelles dans la lutte contre l'insécurité transfrontalière entre l'arrondissement de Kolofata (Cameroun) et des districts de Banki et Kirawa (Nigeria) », Mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré (Cameroun).

Extended Abstract

Since the attacks of September 11 in the United States, the specter of terrorism has not ceased to hover over a large part of the world and to haunt the minds of peoples and their leaders. Consisting of a set of actions which attack the life or integrity of persons, kidnappings, thefts, damage, explosions, aircraft hijacking. Concealment and money laundering, these terrorist acts have left America to reach Africa via Europa in Africa. In Africa, we are witnessing the spread of terrorist movements such as the organization of the Islamic State or Dash (IS), Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) and the jihadist nebula Boko Haram (BH) in the Lake Chad.

After eruption of Boko Haram in 2009 in the Chad basin, the joint task force and people formed themselves into a secular arm to help menace asymmetric. The first attacks of this terrorist nebula on Cameroon in 2014 update the reconfiguration of popular defense in the Far North region. This strategic defense being made up of self-defense, committee's local vigilancy and the traditional militia. The idea of popular defense in Cameroon date back to 1962 with an inter-ministerial instruction and will grow until 2014. Through this article on popular defense in the fight against Boko Haram, we propose to study the importance of demobilization and reintegration as a factor of development.

For the realization of this work, we relied on a methodology which is based on three stages in particular the collection of the empirical data, the treatment and the analysis. Concerning the collection of the data, we made use of the oral sources, written sources and participatory observation. The oral sources are the results of mont mandara out in Mayo Sava (Blabine, Kolofata, Kossa, Amchidé, Mémé, Mora and Oudjila), Mayo Tساناغا (Koza, Mokolo, Tourou, Mayo Moskota and Roua) and Diamaré (Bogo, Maroua and Petté) we several people were interviewed. These people were self-defense groups, local vigilancy committees, the local population and the traditional authorities. For written sources, we consulted documents in the documentation center of the University of Maroua, in the archives center and at the level of the legion of the gendarmerie of Far North,

brigades and at the level public security stations. To these two sources, is added a participatory observation, that is to say a direct descent to seen the reality of these local actors. Concerning the treatment and the for data analysis, we used the synchronic method and diachronic. The synchronic approach consisted of organizing the information collected into centers of interest, which made it very easy to understand, explain and interpret the facts. The diachronic approach made it possible to situate each fact in time and the context in order to identify the security management mechanisms at the local level and to show that demobilization and reintegration as a guarantee of local development. These date obtained enabled us to arrive at results which are also divided into three part. First, it presents the context of emergence and the typology of popular defense before and during the crisis linked to Boko Haram, then, the leading mechanisms of the fight against this terrorist movement and finally, this work raises the issue of demobilization and reintegration, the foundations of development.

The subsidiary forces of the state were born in a context marked by the fight against the upeacist rebellion for self-defense, the hunting ground for the sponsors of the putsch of the april 6, 1984, during the 1990s marked by robbery and burglary, public buildings and during the Boko Haram related situation. Local security actors used many strategies to help the state. Intelligence by immersion guidance, protection and patrol, were mechanisms used to contain Boko Haram. After familiarity with the world of insecurities, the process of demobilization and reintegration is a condition in order to avoid turn against the state. The demobilization and reintegration process must take into account the creation of income-generating activities that is to say, the creation of training workshops in sewing, mechanics, welding and carpentry for the actors of popular defense for young people capable. Should integrate them into the municipal policy and private security companies.

The ONG can help the state in this area of reintegration in order to avoid and divorce between local security actors and the state, it is necessary to insert the youngest and the most capable in the body of the municipal policy and in the private security companies. In the case of people who have undergone training in mechanics, they must be

placed in automobile or motorcycle garages. For graduates, the state should encourage them to join the army if they have good character and are fit. Moreover, the implementation of agro pastoral projects could support popular defense actors once the security crisis of Boko Haram has eased.

Résumé étendu (Français)

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, le spectre du terrorisme n'a pas cessé de planer sur une grande partie du monde et de hanter l'esprit des peuples et de leurs dirigeants. Constitué d'un ensemble des actions qui portent atteintes à la vie ou à l'intégrité des personnes, enlèvements, séquestrations, vols, dégradations, explosions, détournements d'avions, recel et blanchiment d'argent, ces actes terroristes ont quitté de l'Amérique jusqu'à atteindre l'Afrique en passant par l'Europe. En Afrique, on assiste à la divagation des mouvements terroristes tels que l'organisation de l'État Islamique ou Daech (EI), Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et la nébuleuse djihadiste *Boko Haram* (BH) dans le bassin du Lac Tchad.

Après l'irruption de *Boko Haram* en 2009 dans le bassin tchadien, les forces multinationales mixtes et la défense populaire se sont constituées en bras séculier pour aider les États riverains à endiguer cette menace asymétrique. Les premiers attaques et attentats de cette nébuleuse terroriste sur le sol camerounais en 2014 a remis à jour la reconfiguration de la défense populaire dans la région de l'Extrême-Nord. C'est ainsi qu'on assiste à la redynamisation de cette défense stratégique. Étant constituée des auto-défenses, des comités locaux de vigilance et de la milice traditionnelle, l'idée de la défense populaire au Cameroun remonte en 1962 avec une instruction interministérielle et prendra de l'ampleur jusqu'en 2014. À travers cet article portant sur la défense populaire dans la lutte contre *Boko Haram*, on se propose d'étudier l'importance de la démobilisation et de la réintégration comme facteur du développement.

Pour la réalisation de ce travail, nous nous sommes appuyés sur une méthodologie qui s'appuie sur trois étapes notamment : la collecte des données empiriques, le traitement et l'analyse. Concernant la collecte

des données, nous avons fait recours aux sources orales, sources écrites et à une observation participative. Les sources orales sont les résultats des enquêtes menées dans le Mayo Sava (Blabline, Kolofata, Kossa, Amchidé, Mémé, Mora et Oudjilla), Mayo Tsanaga (Koza, Mokolo, Tourou, Mayo Moskota et Roua) et dans le Diamaré (Petté, Maroua et Bogo) ou plusieurs personnes ont été interviewées. Ces personnes étaient les groupes d'auto-défense, les comités locaux de vigilance, la population locale et les autorités traditionnelles. Pour les sources écrites, on a consulté des documents dans le centre de la documentation de l'École Normale Supérieure de Maroua à l'Université de Maroua, dans le centre d'archives et au niveau de la légion de la gendarmerie de l'Extrême-Nord, des brigades et au niveau des commissariats de sécurité publique. À ces deux sources, s'ajoute une observation participative, c'est-à-dire une descente directe pour voir la réalité de ces acteurs locaux. Concernant le traitement et l'analyse des données, nous avons utilisé la méthode synchronique et celle diachronique. L'approche synchronique a consisté à organiser les informations collectées en centres d'intérêts. Ce qui a tout à fait facilité la compréhension, l'explication et l'interprétation des faits. L'approche diachronique a permis de situer chaque fait dans le temps et dans le contexte afin de dégager les mécanismes de gestion de sécurité au niveau local et de montrer que la démobilisation et la réinsertion comme un gage du développement local. Ces données obtenues nous ont permis d'aboutir à des résultats qui sont par ailleurs divisés en trois parties. D'abord, il présente le contexte de naissance et la typologie de la défense populaire avant et pendant la crise liée à *Boko Haram*, ensuite, les mécanismes guerriers de lutte contre ce mouvement terroriste et enfin, ce travail soulève la problématique de la démobilisation et de la réintégration sociales du développement.

Les forces subsidiaires de l'État sont nées dans un contexte marqué par la lutte contre la rébellion upeciste pour les auto-défenses, la chasse gardée pour les commanditaires du coup d'état du 06 avril 1984, durant les années 1990 marquées par les brigandages et cambriolages des édifices publics et durant la conjoncture liée à *Boko Haram*. Les acteurs locaux de sécurité ont utilisé nombreuses stratégies pour aider l'État. Le renseignement par immersion, le guidage, la protection et la patrouille ont été des mécanismes utilisés pour endiguer *Boko Haram*.

Après une familiarité avec le monde des insécurités, le processus de démobilisation et de réintégration est une condition afin d'éviter le retournement contre l'État. Le processus de démobilisation et de réintégration doivent prendre en compte la création des activités génératrices des revenus, c'est-à-dire la création des ateliers de formation en couture, en mécanique, en soudure et en menuiserie pour les acteurs de la défense populaire. Pour les jeunes aptes, faudrait les intégrer dans la police municipale et dans les sociétés privées de gardiennage.

Les ONG pourront aider l'État dans ce domaine de réintégration. Afin d'éviter le divorce entre les acteurs locaux de sécurité et l'État, il faut insérer les plus jeunes et les plus aptes dans le corps de la police municipale et dans les sociétés privées de gardiennage. Pour le cas des personnes ayant subi une formation en mécanique, il faut les insérer dans les garages automobiles ou motos. Pour les diplômés, l'État doit les encourager à intégrer l'armée au cas où s'ils ont une bonne moralité et sont aptes. Bien plus, la mise en place des projets agropastoraux pourrait accompagner les acteurs de la défense populaire une fois la crise sécuritaire de *Boko Haram* atténuée.